

blique, un discours contenant la critique ou censure du gouvernement, d'une loi, d'une ordonnance royale ou de tout autre acte de l'autorité publique, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans (132).—P. 9, 40 s., 202 s.—I. Cr. 179.

## ART. 202.

Si le discours contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui l'aura prononcé, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet; et du bannissement, si elle a donné lieu à la désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte.—P. 8 1°, 9 1°, 28, 32, 36, 40 s., 48, 201 et la note, 203.

## ART. 203.

Lorsque la provocation aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu contre l'un ou plusieurs des coupables à une peine plus forte que celle du bannissement, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.—P. 206.

§ III.—Des Critiques, Censures ou Provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral.

## ART. 204.

Tout écrit contenant des instructions pastorales, en quelque forme que ce soit, et dans lequel un ministre du culte se sera ingéré de critiquer ou censurer, soit le gouvernement, soit tout acte de l'autorité publique, emportera la peine du bannissement contre le ministre qui l'aura publié.—P. 8 1°, 28, 32 s., 36, 48, 201 note.

## ART. 205.

Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la détention (133).—P. 7 5°, 20, 28 s., 34, 36, 47, 201 note.

## ART. 206.

Lorsque la provocation contenue dans l'écrit pastoral aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu contre l'un ou plusieurs des coupables à une peine plus forte que celle de la déportation, cette peine, quelle qu'elle

un discurso que contenga la crítica ó censura del gobierno, de una ley ó de una real orden, ó de cualquiera otro acto de la autoridad pública, serán castigados con prision de tres meses á dos años (132).—P. 9, 40 y s., 202 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 202.

Si el discurso contiene una provocation directa á la desobediencia á las leyes ó á otros actos de la autoridad pública, ó si tiende á sublevar ó á armar unos ciudadanos contra otros, el ministro del culto que lo haya pronunciado se castigará con prision de dos á cinco años, si de la provocation no se ha seguido ningun efecto; y con el destierro si ha dado lugar á la desobediencia, á menos, sin embargo, de que haya degenerado en sedicion ó revuelta.—P. 8 1°, 9 1°, 28, 32, 36, 40 y s., 48, 201 y la nota, 203.

## ART. 203.

Cuando de la provocation se haya seguido una sedicion ó levantamiento, cuya naturaleza diere lugar contra uno ó varios de los culpables á la aplicacion de una pena mas grave que la del destierro, esta pena, sea la que fuere, se aplicará al ministro culpable de la provocation.—P. 206.

§ III.—De las críticas, censuras ó provocaciones dirigidas contra la autoridad pública en un escrito pastoral.

## ART. 204.

Todo escrito que contenga instrucciones pastorales en cualquiera forma que sea, y en el que un ministro del culto se haya ingerido en criticar ó censurar, ya al gobierno ó ya cualquiera acto de la autoridad pública, causará la pena de destierro contra el ministro que lo haya publicado.—P. 8 1°, 28, 32 y s., 36, 48, 201 nota.

## ART. 205.

Si el escrito mencionado en el artículo anterior contiene una provocation directa á la desobediencia á las leyes ó otros actos de la autoridad pública, ó si tiende á sublevar ó armar á unos ciudadanos contra otros, el ministro que lo haya publicado se castigará con la detencion (133).—P. 7 5°, 20, 28 y s., 34, 36, 47, 201 nota.

## ART. 206.

Cuando á la provocation contenida en el escrito pastoral se haya seguido una sedicion ó revuelta, cuya naturaleza dé lugar á una pena mas grave que la de deportacion, contra uno ó varios de los culpables, esta pena, sea la que fuere, se apli-

soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.—P. 7, 203.

§ IV.—De la Correspondance des Ministres des cultes avec des cours ou Puissances étrangères, sur des matières de religion.

## ART. 207.

Tout ministre d'un culte qui aura, sur des questions ou matières religieuses, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère, sans en avoir préalablement informé le ministre du Roi chargé de la surveillance des cultes, et sans avoir obtenu son autorisation, sera, pour ce seul fait, puni d'une amende de cent francs à cinq cents francs, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.—P. 9, 40 s., 52 s., 201 note.—I. Cr. 179.

## ART. 208.

Si la correspondance mentionnée en l'article précédent a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions formelles d'une loi ou d'une ordonnance du Roi, le coupable sera puni du bannissement, à moins que la peine résultant de la nature de ces faits ne soit plus forte, auquel cas cette peine plus forte sera seule appliquée.—P. 8 1°, 28, 32 s., 36, 48.

## SECTION IV.

RÉSISTANCE, DÉSOBÉISSANCE, ET AUTRES MANQUEMENS ENVERS L'AUTORITÉ PUBLIQUE.

§ I.—Rebellion (\*).

## ART. 209.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugemens, est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de rébellion (134).

## ART. 210.

Si elle a été commise par plus de vingt personnes armées, les coupables seront punis des travaux forcés à temps; et s'il n'y a pas eu port d'armes, ils seront punis de la réclusion (135).—P. 7 4° 6°, 15, 16, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 101.

## ART. 211.

Si la rébellion a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus jusqu'à vingt in-

cará al ministro culpable de la provocation.—P. 7, 203.

§ IV.—De la correspondencia de los ministros de los cultos, con cortes ó potencias extranjeras, sobre materias de religion.

## ART. 207.

Todo ministro de un culto que haya llevado correspondencia con una corte ó potencia extranjera, sobre cuestiones ó materias religiosas, sin haber previamente informado de ello al ministro del rey, encargado de la vigilancia de los cultos, y sin haber obtenido su autorizacion, será por solo este hecho castigado con una multa de cien á quinientos francos, y con prision de un mes á dos años.—P. 9, 40 y s., 52 y s., 201 nota.—I. Cr. 179.

## ART. 208.

Si la correspondencia mencionada en el artículo anterior, ha sido acompañada ó seguida de otros hechos contrarios á las disposiciones formales de una ley ó de una real orden, el culpable será castigado con destierro, á menos que la pena que resulte de la naturaleza de estos hechos no sea mas grave; en cuyo caso solo esta será la que se aplique.—P. 8 1°, 28, 32 y s., 36, 48.

## SECCION IV.

RESISTENCIA, DESOBEDIENCIA Y OTRAS FALTAS HACIA LA AUTORIDAD PÚBLICA.

§ I.—Rebellion (\*).

## ART. 209.

Todo ataque, toda resistencia con violencia y vias de hecho para con los empleados ministeriales, guarda-campos ó guarda-bosques, la fuerza pública, los comisionados para la percepcion de cuotas y contribuciones, ministros ejecutores, encargados de las aduanas, secuestros, oficiales ó agentes de la policia administrativa ó judicial, procediendo en ejecucion de las leyes, órdenes ó reglamentos de la autoridad pública, mandatos de justicia ó sentencias, se calificará segun las circunstancias, de crimen ó delito de rebellion (134).

## ART. 210.

Si se ha cometido por mas de veinte personas armadas, los culpables serán castigados con trabajos forzados por tiempo; y si no ha habido portacion de armas, se castigarán con la reclusion (135).—P. 7 4° 6°, 15, 16, 21 y s. 28 y s. 34, 36, 47 101.

## ART. 211.

Si la rebellion se hubiere cometido por una reunion de tres personas armadas ó mas, hasta veinte

clusivement, la peine sera la réclusion; s'il n'y a pas eu port d'armes, la peine sera un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus (136).—P. 7 6°, 9 1°, 21 s., 28 s., 34, 36, 40 s., 47, 218.

## ART. 212.

Si la rébellion n'a été commise que par une ou deux personnes, avec armes, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de six jours à six mois (137).—P. 9 1°, 40 s., 218.—I. Cr. 179.

## ART. 213.

En cas de rébellion avec bande ou attroupelement, l'article 100 du présent Code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emplois dans la bande, qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, et sans nouvelle résistance et sans armes.—P. 100 et la note.—Suppl. *Attroupemens*, L. 10 avril 1831.—L. 7 juin 1848 (p. 1416).

## ART. 214.

Toute réunion d'individus pour un crime ou un délit, est réputée réunion armée, lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles.—P. 101, 215 s.

## ART. 215.

Les personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées, et qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée, seront individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée.—P. 101, 210 s.

## ART. 216.

Les auteurs des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rébellion, seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rébellion (138).—P. 210 s.

## ART. 217.

Abrogé, Suppl. *Presse*, L. 17 mai 1819, art. 26 (139).

## ART. 218.

Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rébellion, une simple peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés en outre à une amende de seize francs à deux cents francs.—P. 9 3°, 40 s., 52 s., 211, 212.—I. Cr. 179.

## ART. 219.

Seront punies comme réunion de rebelles, celles qui auront été formées avec ou sans armes, et

inclusive, la pena será la reclusion; si no hubiere habido portacion de armas, la pena será una prision de seis meses por lo menos y de dos años á lo mas (136).—P. 7 6°, 9 1°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 40 y s., 47, 218.

## ART. 212.

Si la rebelion no se hubiere cometido mas que por una ó dos personas con armas, se castigará con una prision de seis meses á dos años; y si ha tenido lugar sin armas, con prision de seis dias á seis meses (137).—P. 9 1°, 40 y s., 218.—I. Cr. 179.

## ART. 213.

En caso de rebelion con gavilla ó reunion, el artículo 100 del presente Código será aplicable á los rebeldes sin funciones ni empleos en la gavilla, que se hayan retirado á la primera advertencia de la autoridad pública ó aun despues, si no han sido aprehendidos sino fuera del lugar de la rebelion, sin nueva resistencia y sin armas.—P. 100 y la nota.—Supl. *Tumultos*, L. 10 de Abril de 1831.—L. de 7 de Junio de 1848 (p. 1416).

## ART. 214.

Toda reunion de individuos para un crimen ó delito, se reputará reunion armada, cuando mas de dos personas lleven armas de una manera visible.—P. 101, 215 y s.

## ART. 215.

Las personas que se encontraren provistas de armas ocultas y que hayan formado parte de una tropa ó reunion no reputada armada, serán individualmente castigadas como si hubieren formado parte de una tropa ó reunion armada.—P. 101, 210 y s.

## ART. 216.

Los autores de los crímenes y delitos cometidos durante el curso y con ocasion de una rebelion, serán castigados con las penas designadas contra cada uno de los crímenes, si son mas graves que las de la rebelion (138).—P. 210 y s.

## ART. 217.

Derogado, Supl. *Prensa*, L. de 17 de Mayo de 1819, art. 26 (139).

## ART. 218.

En todos los casos en que se pronuncie por hecho de rebelion una simple pena de prision, los culpables podrán ser condenados ademas, á una multa de diez y seis á doscientos francos.—P. 9 3°, 40 y s., 52 y s., 211, 212.—I. Cr. 179.

## ART. 219.

Se castigarán como á reunion de rebeldes, las que habiendo sido formadas con armas ó sin ellas

acompañées de violences ou de menaces contre l'autorité administrative, les officiers et les agens de police, ou contre la force publique,

1° Par les ouvriers ou journaliers dans les ateliers publics ou manufactures;

2° Par les individus admis dans les hospices;

3° Par les prisonniers prévenus, accusés ou condamnés (140).—P. 210 s., 220 s., 415 s.—I. Cr. 614.

## ART. 220.

La peine appliquée pour rébellion à des prisonniers prévenus, accusés ou condamnés relativement à d'autres crimes ou délits, sera par eux subie, savoir:

Par ceux qui, à raison des crimes ou délits qui ont causé leur détention, sont ou seraient condamnés à une peine non capitale ni perpétuelle, immédiatement après l'expiration de cette peine;

Et par les autres, immédiatement après l'arrêt ou jugement en dernier ressort qui les aura acquittés ou renvoyés absous du fait pour lequel ils étaient détenus.—P. 219.—I. Cr. 358, 361, 364, 365, 614.

## ART. 221.

Les chefs d'une rébellion, et ceux qui l'auront provoquée, pourront être condamnés à rester, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.—P. 11, 44 s.

§ II.—*Outrages et Violences envers les Dépositaires de l'autorité et de la force publique.*

## ART. 222.

Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.—P. 9 1°, 40 s., 226.—Pr. 10, 91 s.—I. Cr. 179, 181, 504 s.

## ART. 223.

L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement; et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni

y acompañadas de violencias ó amenazas contra la autoridad administrativa, contra oficiales y agentes de policia, ó contra la fuerza pública,

1° Por los obreros ó jornaleros, en los talleres públicos ó manufactureros;

2° Por los individuos admitidos en los hospicios;

3° Por los presos acusados ó condenados (140).—P. 210 y s., 220 y s., 415 y s.—I. Cr. 614.

## ART. 220.

La pena aplicada por rebelion á los presos que se hallaren acusados ó sentenciados por otros crímenes ó delitos, la sufrirán del modo que sigue:

A los que por razon de los crímenes ó delitos que hayan causado su detencion, estuvieren ó hubieren de ser condenados á una pena no capital ni perpetua, comenzarán á sufrirla inmediatamente despues de la espiracion de dicha pena;

Y los que no estuvieren en este caso, inmediatamente despues del fallo ó sentencia en última instancia, que los haya declarado libres ó absueltos del hecho por el cual estaban detenidos.—P. 219.—I. Cr. 358, 361, 364, 365, 614.

## ART. 221.

Los gefes de una rebelion y los que la hayan promovido, podrán ser condenados á quedar, despues de la estincion de su pena, bajo la vigilancia especial de la alta policia, durante cinco años por lo menos y diez á lo mas.—P. 11, 44 y s.

§ II.—*Ultrajes y violencias hácia los depositarios de la autoridad y de la fuerza pública.*

## ART. 222.

Cuando uno ó varios magistrados del orden administrativo ó judicial, hubieren recibido en el ejercicio de sus funciones ó con ocasion de este ejercicio, algun ultraje de palabra, que tienda á inculpar su honor ó su delicadeza, el que los haya así ultrajado, será castigado con prision de un mes á dos años.

Si el ultraje ha tenido lugar en la audiencia de una corte ó de un tribunal, la prision será de dos á cinco años.—P. 9 1°, 40 y s., 226.—Pr. 10, 91 y s.—I. Cr. 179, 181, 504 y s.

## ART. 223.

El ultraje hecho por ademanes ó amenazas á un magistrado en el ejercicio ó con ocasion de sus funciones, será castigado con uno á seis meses de prision; y si el ultraje ha tenido lugar en la audiencia de una corte ó de un tribunal, será casti-

d'un emprisonnement d'un mois à deux ans (141).—P. 9 1°, 40 s., 226.—I. Cr. 179.

## ART. 224.

L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs.—P. 9 3°, 52 s., 223 *note*, 227.—I. Cr. 179.

## ART. 225.

La peine sera de six jours à un mois d'emprisonnement, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique.—P. 9 1°, 40 s., 226.—I. Cr. 179.

## ART. 226.

Dans les cas des articles 222, 223 et 225, l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation, soit à la première audience, soit par écrit; et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura eu lieu.

## ART. 227.

Dans le cas de l'article 224, l'offenseur pourra de même, outre l'amende, être condamné à faire réparation à l'offensé; et s'il retarde ou refuse, il sera contraint par corps.

## ART. 228.

Tout individu qui, même sans armes, et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Si cette voie de fait a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera en outre puni (142) de la dégradation civique.—P. 8 2°, 9 1°, 34-36, 40 s., 229 s.

## ART. 229.

Dans l'un et l'autre des cas exprimés en l'article précédent, le coupable pourra de plus être condamné à s'éloigner, pendant cinq à dix ans, du lieu où siège le magistrat, et d'un rayon de deux myriamètres.

Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi sa peine.

Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni du bannissement.—P. 8 1°, 28, 32-34, 36, 44 s., 48.

## ART. 230.

Les violences de l'espèce exprimée en l'article 228, dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, si elles ont eu

gado con prision de un mes á dos años (141).—P. 9 1°, 40 y s. 226.—I. Cr. 179.

## ART. 224.

El ultraje hecho por palabras, ademanes ó amenazas á todo empleado ministerial ó agente depositario de la fuerza pública, en el ejercicio ó con ocasion del de sus funciones, será castigado con una multa de diez y seis á doscientos francos.—P. 9 3°, 52 y s., 223 *nota*, 227.—I. Cr. 179.

## ART. 225.

La pena será de seis dias á un mes de prision, si el ultraje mencionado en el artículo anterior, ha sido dirigido contra un comandante de la fuerza pública.—P. 9 1°, 40 y s., 226.—I. Cr. 179.

## ART. 226.

En el caso de los artículos 222, 223 y 225, el ofensor podrá ser, además de la prision, condenado á dar satisfaccion, ya en la primera audiencia, ya por escrito, y el tiempo de la prision decretada contra él, no se contará sino desde el dia en que haya tenido lugar la satisfaccion.

## ART. 227.

En el caso del artículo 224, el ofensor podrá tambien además de la multa, ser condenado á dar satisfaccion al ofendido, y si la retarda ó se niega, será apremiado corporalmente.

## ART. 228.

Todo individuo que aun sin armas y sin que hayan resultado heridas, hubiere golpeado á un magistrado en el ejercicio de sus funciones ó con ocasion de él, será castigado con prision de dos á cinco años.

Si esta via de hecho ha tenido lugar en la audiencia de una corte ó tribunal, el culpable será además castigado (142) con la degradacion civica.—P. 8 2°, 9 1°, 34-36, 40 y s., 229 y s.

## ART. 229.

En uno y otro de los casos expresados en el artículo anterior, el culpable podrá ser condenado además, á alejarse por espacio de cinco á diez años del lugar en que resida el magistrado, y en un radio de dos miriámetros.

Esta disposicion tendrá su ejecucion desde el dia en que el condenado haya sufrido su pena.

Si el condenado infringiere esta orden antes de la espiracion del tiempo fijado, será castigado con destierro.—P. 8 1°, 28, 32-34, 36, 44 y s., 48.

## ART. 230.

Las violencias de la especie expresada en el artículo 228, dirigidas contra un empleado ministerial, un agente de la fuerza pública, ó contra un ciudadano encargado de una comision del servi-

lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois.—P. 9 1°, 40 s., 228 *et la nota*, 231 s.—I. Cr. 179.

## ART. 231.

Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agens désignés aux articles 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la réclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité (143).—P. 7 2° 6°, 15, 16, 18, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 232 s.

## ART. 232.

Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladie, les coups seront punis de la réclusion, s'ils ont été portés avec préméditation ou de guet-apens.—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 297, 298.

## ART. 233.

Si les coups ont été portés ou les blessures faites à un des fonctionnaires ou agens désignés aux articles 228 et 230, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, avec intention de donner la mort, le coupable sera puni de mort (144).—P. 7 1°, 12, 36.—C. 23.

## § III.—Refus d'un service dû légalement.

## ART. 234.

Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues aux termes de l'article 10 du présent Code (145).—P. 9 1°, 40 s., 52.—C. 1149, 1382.—I. Cr. 25, 376.

## ART. 235.

Les lois pénales et réglemens relatifs à la conscription militaire continueront de recevoir leur exécution.

## ART. 236.

Les témoins et jurés qui auront allégué une excuse reconnue fautive seront condamnés, outre les amendes prononcées pour la non-comparution, à un emprisonnement de six jours à deux mois (146).—P. 9, 40 s.—I. Cr. 80, 81, 86, 157, 158, 304, 396-398.

cio público, si aquellas han tenido lugar durante el desempeño de su comision ó con motivo de él, se castigarán con prision desde uno hasta seis meses.—P. 9 1°, 40 y s. 228 *y la nota*, 231 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 231.

Si las violencias ejercidas contra los funcionarios y agentes designados en los artículos 228 y 230, hubieren sido causa de efusion de sangre, heridas ó enfermedad, la pena será la reclusion; y si se hubiere seguido la muerte dentro de cuarenta dias, el culpable será castigado con trabajos forzados perpetuos (143).—P. 7 2° 6°, 15, 16, 18, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 232 y s.

## ART. 232.

Aun en el caso en que estas violencias no hubieren causado efusion de sangre, heridas ó enfermedad, los golpes serán castigados con reclusion si se han inferido con premeditacion ó alevosía.—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 297, 298.

## ART. 233.

Si los golpes ó heridas se han inferido con intencion de dar la muerte á alguno de los funcionarios ó agentes designados en los artículos 228 y 230, en el desempeño de sus funciones ó con ocasion de ellas, el culpable será castigado con la pena de muerte (144).—P. 7 1°, 12, 36.—C. 23.

## § III.—Excusa para hacer un servicio que se debe legalmente.

## ART. 234.

Todo comandante, oficial ó sargento de la fuerza pública que despues de haber sido legalmente requerido por la autoridad civil, haya rehusado hacer obrar la fuerza que esté á sus órdenes, será castigado con prision de uno á tres meses, sin perjuicio de las reparaciones civiles que puedan tener lugar conforme al artículo 10 del presente Código (145).—P. 9 1°, 40 y s., 52.—C. 1149, 1382.—I. Cr. 25, 376.

## ART. 235.

Las leyes penales y reglamentos relativos á la conscripcion militar, continuarán observándose.

## ART. 236.

Los testigos y jurados que hayan alegado una excusa que se haya comprobado ser falsa, se condenarán á una prision de seis dias á dos meses, además de las multas señaladas á la no comparencia (146).—P. 9, 40 y s.—I. Cr. 80, 81, 86, 157, 158, 304, 396-398.